



Une semaine sur les marchés

L'Europe a voté

- Selon les résultats provisoires, le Parlement européen a vu la montée des partis d'extrême droite à travers le continent. En France, Autriche, Italie, Belgique, Pays-Bas, Pologne, Hongrie, l'extrême droite est le premier courant. Les résultats ont poussé le président français, Emmanuel Macron, à dissoudre l'Assemblée nationale et à convoquer des élections législatives anticipées à la fin du mois de juin. Mais le gouvernement Scholz tremble également en Allemagne, où Alternative für Deutschland (AfD), parti d'extrême droite, a dépassé le SPD de Scholz pour devenir le deuxième parti du pays.
- La vague de l'extrême droite était anticipée par les sondages, toutefois les principaux partis pro-européens, c'est-à-dire le Parti populaire européen (droite), de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D), Renew Europe (centristes et libéraux) et les Verts détiennent la majorité absolue des sièges et pourraient encore former une « grande coalition ». Selon le calendrier, la première session plénière du nouveau Parlement pour élire le président est prévue du 16 au 19 juillet, et une autre session plénière aura lieu du 16 au 19 septembre pour élire le président de la Commission européenne. Ce n'est donc qu'à l'aube des élections présidentielles américaines que toutes les institutions européennes seront opérationnelles.
- La Banque du Canada et la Banque centrale européenne (BCE) ont été les deux premières banques centrales du G7 à réduire leurs taux de 25 points de base. Alors que la Banque du Canada a accompagné la baisse avec une communication plutôt accommodante, la BCE a évité tout pré-engagement et les décisions futures resteront fortement dépendantes des données. En conséquence, les obligations européennes ont souffert, et le Bund a terminé la semaine à 2,6%. Les taux d'intérêt sont également en hausse aux États-Unis, où l'enquête conjoncturelle ISM sur le secteur des services et des chiffres de créations d'emplois bien meilleurs que prévu tempèrent les signes de ralentissement de l'économie observés ces dernières semaines.
- Les bourses résistent plutôt bien aux hésitations sur le calendrier du prochain cycle d'assouplissement monétaire des Banques Centrales, mais le grand gagnant de la semaine est une fois de plus le secteur technologique (et plus particulièrement l'intelligence artificielle). Les indices les plus exposés à la technologie, tels que le S&P500 et le Nasdaq, ont surperformé.



Les nouvelles macroéconomiques de la semaine

- Comme prévu la BCE a réduit ses taux directeurs de 25 points de base, mais compte tenu de la rigidité de l'inflation sous-jacente apparue dans les dernières données, elle a naturellement évité tout pré-engagement et les décisions futures resteront fortement dépendantes des données économiques.
- Néanmoins, de nouvelles baisses de taux graduelles sont envisageables étant donné que les nouvelles projections économiques de la BCE confirment un retour de l'inflation à 2 % dans la deuxième partie de 2025. Nous prévoyons au moins une nouvelle baisse des taux d'ici la fin de l'année, possiblement deux.
- Les enquêtes conjoncturelles de l'ISM¹ nous décrivent une économie américaine supportée par le secteur des services, alors que le secteur manufacturier reste en légère contraction en mai, car les taux d'intérêt

¹ L'indice ISM, de l'Institute of Supply Management, est un indicateur économique qui mesure le niveau d'activité aux États-Unis. Il est basé sur un sondage mensuel des acheteurs à travers les États-Unis. Un indice supérieur (inférieur) à 50 signifie que les directeurs d'achat anticipent une expansion (contraction) de l'activité économique.

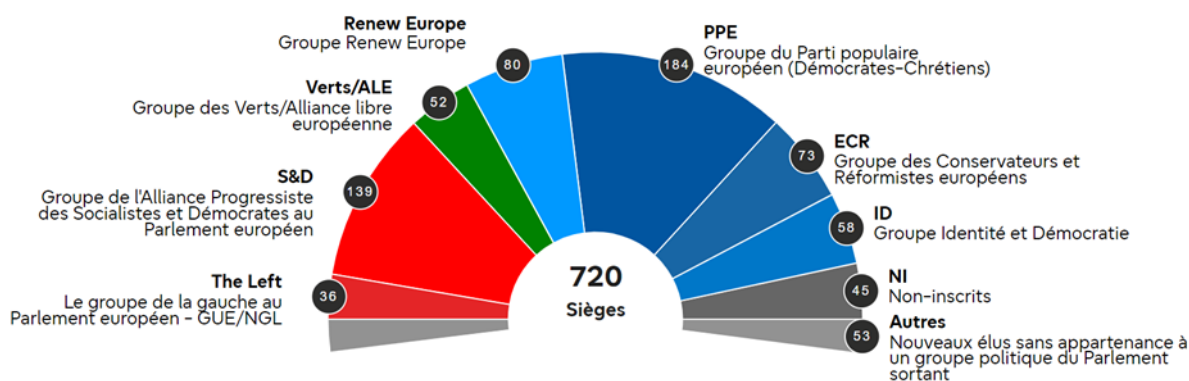
élevés pèsent sur les investissements et les stocks des entreprises. La baisse de la demande pèse sur les commandes.

- La semaine dernière a vu la publication de plusieurs indicateurs sur le marché du travail américain. La création d'emplois reste très forte (272k en mai), même en tenant compte des révisions à la baisse, signe que la normalisation est en cours. On constate une baisse du taux de démission et du nombre d'offres d'emploi par chômeur, sans destruction d'emplois. En d'autres termes, l'excès de demande de travail est absorbé sans dommage pour le moment. Mais deux bémols émergent dans le rapport sur l'emploi au cours des derniers mois. Premièrement, il y a une forte concentration de la création d'emplois dans des secteurs non cycliques, en particulier l'éducation et la santé. Deuxièmement, l'enquête auprès des ménages contraste avec l'enquête auprès des entreprises et montre que 408 000 emplois ont été perdus en mai. La baisse du taux de participation, qui a fait remonter le taux de chômage à 4 %, ne plaira pas à la Fed, tout comme les salaires horaires plus élevés que prévu.
- Dans l'ensemble l'inflation reste clé dans la prise de décision de la Fed, car le ralentissement du marché du travail ne se voit pas encore pour donner plus de confiance à la Fed pour réduire les taux. A cet égard, la semaine qui s'ouvre verra la publication des chiffres de l'inflation du mois de mai quelques heures seulement avant la fin de sa réunion de politique monétaire.



Le graphique de la semaine

Parlement Européen 2024 -2029, Résultats provisoires



Source : Parlement Européen 10/06/2024

Flash marchés hebdomadaire

Semaine du 31 mai au 7 juin 2024

	07/06/2024	31/05/2024	Variation hebdo.	Variation / fin 2023
Actions			%	%
CAC 40	8002	7993	0,1%	6,1%
S&P 500	5347	5278	1,3%	12,1%
Taux	%	%	Points de base	Points de base
10 ans US	4,44	4,49	-5	57
10 ans Allemagne	2,60	2,63	-3	60
10 ans France	3,10	3,11	-1	63
10 ans Italie	3,94	3,94	0	41
Ecart de rendement	Points de base	Points de base		
10 ans Italie-Allemagne	134	131	3	-19
Volatilité actions US			Ecart hebdo.	Ecart / fin 2023
VIX	12	13	-1	-10

Source Refinitiv Datastream - Indices actions hors dividendes en devise locale

Information importante

Cette communication publicitaire est établie par Ofi Invest Asset Management, société de gestion de portefeuille (APE 6630Z) de droit français agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous l'agrément n° GP 92012 – n° TVA intracommunautaire FR 51384940342, Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 71 957 490 euros, dont le siège social est situé au 22, rue Vernier 75017 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 384 940 342.

Cette communication publicitaire contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Ofi Invest Asset Management considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie.

Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées.

Cette communication publicitaire ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter des produits ou services présentés ou gérés par Ofi Invest Asset Management. Ofi Invest Asset Management décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans cette communication publicitaire, à l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir.

FA24/0158/10122025